



La Coordinatrice du système des Nations unies en poste à Yaoundé vient d'informer le gouvernement de la décision de l'institution planétaire de dépêcher une mission humanitaire dans les 2 régions en crise.

La décision est contenue dans une correspondance de Mme Allegra Del Pilar Baiochi, datée du 22 juin dernier, et adressée au gouvernement. Dans cette correspondance teintée du saupoudrage diplomatique usuel, la diplomate onusienne se félicite d'abord de la création par le Chef de l'Etat du Plan d'assistance humanitaire d'urgence, qui à ses yeux, traduit la reconnaissance par le pouvoir de Yaoundé, de la déliquescence de la situation humanitaire dans les 2 régions en crise depuis près de 2 ans déjà.

« Ce plan confirme la reconnaissance de la situation humanitaire par le gouvernement, et sa responsabilité d'assurer le bien-être et la protection des populations civiles. Affirme-t-elle, avant d'ajouter : « Toutefois, le système des Nations Unies reste très préoccupé par la détérioration de la situation dans les régions, et travaille à renforcer ses capacités et sa présence pour répondre aux besoins d'assistance et de protection des populations déplacées, dans le respect des principes humanitaires, et en coordination avec l'effort national. Un appel de fonds a été lancé à cet égard ».

L'info claire et nette Interprétation, l'Onu devrait acheminer dans les jours qui viennent une mission humanitaire, d'aucuns disent d'interposition, dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest, où les revendications sécessionnistes ont glissé vers une guerre impitoyable entre

les forces de défense et les insurgés terroristes. Il faut dire que cette correspondance de la coordonnatrice du système des Nations unies à Yaoundé intervient seulement 02 jours après le lancement officiel par le Premier ministre, du Plan d'assistance humanitaire d'urgence mis en place par le Chef de l'Etat à hauteur de 12, 700 milliards de FCFA.

A propos de ce budget prévisionnel, le chef du gouvernement avait indiqué qu'il serait soutenu outre par le budget de l'Etat, mais aussi par des contributions citoyennes et l'appui des partenaires internationaux du Cameroun. C'est à croire que malgré les félicitations, le système des Nations Unies a volontairement choisi de se détourner du plan gouvernemental pour mettre en œuvre son propre programme, avec des conséquences qu'on peut redouter, au regard des antécédents de l'intervention onusienne à travers le monde. Comment l'Onu s'est documentée Dans sa correspondance, Allegra Del Pilar Baiochi indique que sa démarche va en droite ligne avec les appels lancés par le Secrétaire général de l'Onu, visant à renforcer les efforts déployés par les 2 parties en conflits.

Selon des diplomates, le terme « conflit » traduit une évolution remarquable de l'organisation planétaire dans son appréciation de la situation qui prévaut dans les régions anglophones du Cameroun. Il y'a quelques semaines, des reportages ont fait état de la présence des missionnaires de l'Onu dans les régions du Sud-ouest (particulièrement vers le Mont-Cameroun) et du Nord-ouest, visiblement, selon quelques indiscretions, à l'effet de rechercher des sites devant abriter leur mission d'intervention, humanitaire ou d'interposition.

Longtemps arrimée à la position gouvernementale selon laquelle la forme unitaire de l'Etat du Cameroun est non négociable, l'instance faitière internationale serait-elle sur le point de changer d'avis ? Les observateurs avertis notent que c'est depuis longtemps que l'Onu se documente sur la crise dite anglophone. Longtemps restée sans suite, la requête de sécessionnistes en vue de l'autonomie de leur région avait finalement été déclarée recevable en mai 2016, par la Commission de décolonisation de l'Onu, à en croire des sources diplomatiques.

Même si cette recevabilité ne signifie en rien l'accès à la demande des sécessionnistes, les arrestations des leaders sécessionnistes, la militarisation à outrance des régions anglophones, la perturbation des programmes d'enseignement, la rupture pendant un bon bout de temps de la connexion internet avaient contribué à corser la cause des séparatistes auprès de l'Onu, à en croire les mêmes sources. Au cours de sa visite de travail au Cameroun en avril 2017, la 4^{ème} en l'espace d'un an de fonction, et la 2^{ème} spécifiquement consacrée à la crise dans les régions anglophones, François Lounceny Fall, le représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en Afrique centrale, avait insisté sur la nécessité d'accentuer le dialogue entre les 2 parties.

Une exigence qui visiblement n'a pas été suivie d'effets. Il faut dire que la venue de Lounceny Fall au Cameroun, au cours de laquelle il s'était entretenu avec les protagonistes de la crise anglophone, faisait suite à une mission d'enquêtes déployée dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, par le Bureau des droits de l'Homme des Nations unies, établi à Yaoundé, qui incontestablement avait dressé un rapport circonstancié sur la situation qui prévaut dans les 2 régions.

Suffisant pour certains diplomates de conclure que la décision de l'Onu d'envoyer une

mission, humanitaire, mais qui sur le terrain pourrait se transformer en force d'interposition, participe d'une logique qui caractérise les méthodes de travail de l'organisation planétaire. Que peut faire la Cameroun devant cette volonté onusienne ? Telle est l'autre inconnue de la prochaine équation que pourrait poser la crise dite anglophone, tant il n'échappe à personne que le Cameroun ne veut pas de cette intervention étrangère pour régler définitivement cette crise qui persiste.

© Sans Détour
